

OFFRE D'ACHAT

JE SOUSSIGNE(E) (JOINDRE COPIE DE LA **CARTE D'IDENTITE & COPIE DU PASSEPORT OU PERMIS DE CONDUIRE**)

Nom & prénom :

Date & lieu de naissance :

Situation matrimoniale :

Profession :

Domicile :

Tél. :

Agissant en qualité de :

Déclare, que dans le cadre de la réalisation de la présente offre, souhaiter, toutefois, substituer une personne morale que je dois constituer, (et dont je serai le dirigeant) et dont les actionnaires seront les suivants : **(1)**

-
-
-
-

(NB-1 : JOINDRE LE PROJET DE STATUTS DE L'ENTITE A CONSTITUER & PRECISER LE REGIME FISCAL DE L'ACQUEREUR)

(NB-2 : JOINDRE ORGANIGRAMME MENTIONNANT LES DETENTIONS, S'IL S'AGIT D'UNE SOCIETE FAISANT OU DEVANT FAIRE PARTIE D'UN GROUPE)

Je m'engage à rester, néanmoins, **personnellement solidaire** du respect des engagements que je souscris aux termes des présentes, et ce y compris des frais d'acquisition, de manière **irrévocable** en cas d'accord du Juge-Commissaire.

A L'HONNEUR DE FORMULER L'OFFRE SUIVANTE, conformément à l'ARTICLE L.642-19 du CODE DE COMMERCE, et atteste que conformément à l'article L.642-3 du Code de Commerce ni les dirigeants de droit ou de fait, ni les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement de ces dirigeants ou du débiteur personne physique, ni les contrôleurs de la procédure ne participent à la présente acquisition,

La SELARLU MARTIN agissant en qualité de **liquidateur** de la SNC LE PADDOCK, RCS LYON 440 453 926

Il dépend de cette procédure judiciaire :

1° UN FONDS DE COMMERCE :

Activité : Commerce de détail de tabac, presse, loto, papeterie bimbeloterie, articles de fumeurs et activités connexes PMU (ERP).

Je reconnais avoir reçu ou pris connaissance de la **fiche technique** (Successeur à la gérance d'un débit de tabac) et de la **fiche d'information** (devenir débitant de tabac) concernant la **succession à la gérance d'un débit de tabac** du service des Douanes et déclare être en mesure de répondre aux conditions d'éligibilité nécessaires à la gérance d'un débit de tabac et en fait mon affaire personnelle d'obtenir (*articles 586 et suivants du Code Général des Impôts*).

Sis et exploité à : 94 RUE GARIBALDI - 69006 LYON

Je propose d'acquérir ce fonds de commerce moyennant le prix de **(1)** _____ Euros, payable comptant par chèque de banque émanant d'une agence française, le jour de la signature des actes réitératifs, et au plus tard dans les 30 jours suivant la date de l'ordonnance de Monsieur le Juge-Commissaire.

(NB : PRECISER L'ORIGINE DES FONDS : PRÊT, EPARGNE, SOMMES PROVENANT DE LA VENTE D'UN FONDS, D'UNE SOCIETE, D'UN IMMEUBLE...)

La répartition du prix de cession s'effectuera de la manière suivante :

a) éléments incorporels : (1) _____ Euros

- nom commercial
- clientèle achalandage
- droit de bail (*préciser l'adresse*) :
- marque(s)

b) éléments corporels : (1) _____ Euros

- matériel d'exploitation
- mobilier de bureau

(NB : les matériels ou véhicules faisant l'objet d'un nantissement sur matériel et outillage ou d'un gage, devront OBLIGATOIREMENT recevoir une affectation de prix).

-
-
-

J'ai connaissance que les éléments précités seront repris dans leur état actuel, sans garantie de la part de la SELARLU MARTIN, compte tenu de l'état de liquidation judiciaire du vendeur.

2° UN STOCK DE MARCHANDISES :

Je propose d'acquérir le stock de marchandises dépendant de cette procédure pour la somme de _____ Euros HT dont le règlement s'effectuera par chèque de banque, émanant d'une banque française, au jour de la mise en possession.

3° MATERIELS EN CREDIT-BAIL OU LOCATION :

Je m'engage à faire mon affaire personnelle, si je le souhaite, de la reprise des contrats de crédit-bail ou de location suivants : *(indique l'établissement financier loueur et le matériel concerné par votre offre)*

.....
.....
.....

4° AVIS IMPORTANT RELATIF AUX AUTORISATIONS :

Je m'engage formellement à effectuer l'ensemble des démarches afin de présenter mon dossier de successeur à la gérance d'un débit de tabac auprès du services des douanes dès réception de l'ordonnance de Monsieur le Juge-commissaire.

Je ferai mon affaire personnelle pour obtenir toutes autorisations, administratives ou autres, nécessaires à l'exploitation du fonds de commerce, et ce, sans recours contre le vendeur en cas de refus des autorités.

5° EN CAS DE REPRISE DE LICENCE(S) D'EXPLOITATION OU DECOMMERCIALISATION DE LOGICIEL(S) OU PROGICIEL(S) INFORMATIQUE(S) : (1)

Je déclare faire mon affaire personnelle pour obtenir du détenteur de la propriété intellectuelle l'agrément de cette reprise.

6° TRANSFERT DE PROPRIETE ET DE JOUISSANCE :

Je déclare avoir parfaitement connaissance de ce que :

- Le transfert de la jouissance est fixé rétroactivement à **la date de l'ordonnance** de Monsieur le Juge Commissaire, **ce qui signifie que les loyers sont à ma charge à compter de cette date.**
- Le transfert de propriété du fonds de commerce est fixé au jour de la signature des actes réitératifs.

Toutefois, je note que si je souhaite prendre possession du fonds de commerce avant cette date, c'est-à-dire la signature des actes, il me faudra régler immédiatement l'intégralité du prix de cession, obtenir un accord écrit du propriétaire des locaux et fournir l'attestation d'assurance pour les locaux au Liquidateur.

Dans tous les cas, je reconnais avoir été informé et avoir parfaitement connaissance que les loyers seront à ma charge à compter de la date de l'ordonnance de Monsieur le Juge-Commissaire et en accepte d'ores et déjà le paiement au propriétaire des locaux.

7° CONTRATS D'ASSURANCES :

A compter de l'ordonnance de Monsieur le Juge-Commissaire, je m'engage à faire "mon affaire personnelle" des contrats d'assurances de toute nature qu'il y a lieu de souscrire, et m'interdit de rechercher la responsabilité du Mandataire Judiciaire pour quelque sinistre que ce soit.

8° ACOMPTE :

J'accepte de verser entre les mains de la **SELARLU MARTIN** une somme de **20%** du montant de l'offre, **par chèque** (à l'ordre de SELARLU MARTIN), à valoir sur le prix ; somme qui me sera restituée pour le cas où mon offre ne serait pas retenue **(2)**.

Le prix, ou le solde, devra être garanti par une attestation bancaire **(2)** rédigée selon l'une des deux manières suivantes :

(a) *"Nous soussignés... accorderons un prêt d'un montant... euros dans le cas où l'offre de X.... serait retenue par Monsieur le Juge-Commissaire".*

(b) *"Nous soussignés... que X.... dispose à ce jour, en nos livres, la somme de... euros".*

9° FRAIS DE PURGE :

En outre, je ferai "mon affaire personnelle" des formalités de purge et de radiation des inscriptions de privilèges de vendeur et de nantissement, et autres, au besoin selon les dispositions de l'**article R.642-38 du Code de Commerce**, et m'engage à acquitter les frais correspondants à la notification aux fins de purge (230 Euros & 155 Euros hors taxes par inscription), ainsi que les frais et honoraires de mainlevée desdites inscriptions.

Par ailleurs, je prendrai à ma charge les éventuels frais de modification au Registre du Commerce et des Sociétés et/ou au Répertoire des Métiers du vendeur consécutif à la vente.

10° SALARIES - CONTRATS DE TRAVAIL :

Je reconnais formellement avoir eu connaissance de l'identité du (des) personnel(s) protégé(s) au sens du Droit social.

De plus, je reconnais avoir été informé que le refus d'autorisation du licenciement d'un salarié protégé par l'INSPECTION DU TRAVAIL ou le CONSEIL DES PRUD'HOMMES entraîne automatiquement le transfert de ce contrat de travail au sein de l'entité cessionnaire. Si j'entends contester la décision de l'Inspection du Travail, il m'appartiendra d'engager le recours hiérarchique, tout en sachant que ce recours n'est pas suspensif, et que je me dois donc d'assurer les rémunérations du salarié protégé dès qu'il aura eu connaissance du refus de l'inspection du Travail.

Je reconnais avoir été informé des dispositions de l'**Article L.1233-45 du Code du Travail** disposant que le salarié licencié pour motif économique, bénéficie d'une priorité de réembauche durant un délai d'un an à compter de la rupture du contrat, s'il en fait la demande au cours de ce même délai.

Dans ce cas, je devrai informer le salarié de tout emploi devenu disponible et compatible avec sa qualification.

Fait à

Le

SIGNATURE & CACHET

(2) *Document(s), information(s), chèque à joindre*